



DISCOURS

DE SON EXCELLENCE LE PR FAUSTIN ARCHANGE TOUADERA

DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT,

**A L'OCCASION DE LA 80^{EME} SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES**

NEW-YORK, SEPTEMBRE 2025.

- Madame la Présidente de l'Assemblée Générale ;

- **Majestés, Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;**
- **Monsieur le Secrétaire Général des Nations-Unies ;**
- **Distingués Délégués ;**
- **Mesdames et Messieurs ;**

C'est avec un profond sentiment de responsabilité que je prends la parole, au nom du peuple centrafricain, alors que notre Organisation célèbre ses quatre-vingts (80) ans d'existence.

Cet anniversaire nous rappelle une vérité simple : nos destins sont liés.

L'humanité est une et indivisible. Nos peuples ne peuvent prospérer que si la paix est assurée, si le développement est partagé et si la dignité humaine est garantie pour tous.

Quatre-vingts ans après la fondation de l'ONU, le monde fait face à une accumulation de menaces inédites : guerres persistantes, rivalités géopolitiques, montée du terrorisme et du crime organisé, crise climatique, humanitaire et alimentaire sans précédent.

Jamais, depuis la guerre froide, nous n'avons vu une telle fragilité.

En Europe, la guerre en Ukraine continue de causer d'immenses souffrances humaines et de fragiliser la stabilité mondiale.

Au Moyen-Orient, les violences persistantes entre Israël et la Palestine plongent des générations entières dans la douleur et compromettent les espoirs de coexistence pacifique.

En Afrique, les crises au Soudan, à l'Est de la République Démocratique du Congo, au Sahel et dans la Corne de l'Afrique,

rappellent la fragilité des équilibres et l'urgence d'un soutien accru à la prévention et à la résolution pacifique des différends.

Face à ces situations dramatiques, la République Centrafricaine propose le renforcement des mécanismes de la diplomatie préventive de l'ONU, en créant un Fonds mondial de prévention des conflits alimenté par les grandes puissances et géré de façon transparente.

Ce fonds devrait permettre de financer, dès les premiers signaux de crise, des missions de bons offices, des médiations internationales et le déploiement de forces de maintien de la paix, rapides et crédibles.

De même, il nous faut systématiser la création de coalitions régionales de médiateurs capables d'agir en complément des Nations-Unies pour éviter que les différends locaux ne se transforment en guerres ouvertes.

Madame la Présidente :

Si nous voulons mesurer la gravité du moment, regardons particulièrement l'Afrique.

En 2025, plus de 40% des conflits armés dans le monde se déroulent sur ce continent.

Le Sahel seul concentre des milliers de victimes chaque année et des millions de déplacés.

Un seul chiffre suffit à résumer l'urgence : dans certaines régions africaines, un enfant sur deux vit dans une zone touchée par un conflit.

Comment parler d'avenir, lorsque la moitié d'une génération est menacée par la guerre ?

Pour la République Centrafricaine, nous savons que notre stabilité conditionne celle de toute l'Afrique centrale.

Nous savons aussi que la paix n'est jamais acquise, mais toujours à construire avec patience et solidarité.

Pour mitiger les effets néfastes du changement climatique, nous appelons à un mécanisme africain intégré de sécurité alimentaire et climatique, soutenu par l'ONU, pour réduire le lien entre rareté des ressources et conflits.

Nous demandons un financement structurel et pérenne des opérations de paix en Afrique, reposant sur des contributions obligatoires et non sur le volontariat.

Nous affirmons que la paix doit être inclusive, en garantissant la participation des femmes et des jeunes. Sans sécurité, il n'y a ni prospérité, ni droits humains effectifs.

Face aux conflits et aux crises humanitaires qui ont mis à rude épreuve notre monde, nous devons collectivement rappeler la force normative de la Charte des Nations-Unies, ce texte fondateur qui, en 1945, portait l'espérance d'un monde libéré du fléau de la guerre.

Mais aujourd'hui, 80 ans plus tard, la question se pose : l'ONU est-elle encore capable de remplir cette mission ?

La multiplication des conflits, la fragmentation du monde en blocs antagonistes, l'usage abusif du droit de veto et la paralysie du Conseil de Sécurité nous donnent l'impression d'une Organisation à bout de souffle.

Pourtant, ce n'est pas l'ONU qui est fatiguée : ce sont les États membres qui, en manquant de volonté politique, bloquent son action.

Oui, **Madame la Présidente**, l'ONU peut encore peser dans le concert des nations, mais à une condition : que nous, ses membres, choisissions le consensus plutôt que la division, l'unité plutôt que le blocage.

Je salue et j'encourage les efforts constants de la communauté internationale pour favoriser des issues pacifiques aux différents conflits.

Car chaque jour qui passe prolonge l'agonie d'innocents et fragilise la paix mondiale.

En Afrique, notamment au Soudan, les conflits irrésolus déchirent un peuple frère et risquent de transformer notre continent en une mosaïque d'États confettis, incapables d'assurer la stabilité ni de répondre aux besoins de leurs citoyens.

Cette perspective est inacceptable. L'Afrique appelle à une mobilisation urgente, non pas pour militariser davantage nos territoires, mais pour investir dans la paix, la médiation et le dialogue inclusif.

C'est pourquoi, mon pays soutient la Déclaration du QUAD, initiée par l'Egypte, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis et les Etats Unis d'Amérique concernant le rétablissement de la paix et de la sécurité au Soudan.

Dans mon propre pays, la République Centrafricaine, nous avons choisi cette voie du dialogue.

La politique de la main tendue a permis, à travers la réconciliation et la confiance restaurée, l'autodissolution de la quasi-totalité des groupes armés.

Ce choix n'a pas été le plus facile : il aurait été plus simple de céder à la logique des armes, mais nous avons préféré l'audace du pardon, la patience du dialogue et la force du consensus.

Notre expérience montre qu'il est possible de substituer au cycle de la haine une dynamique de paix durable.

La République Centrafricaine, jadis considérée comme un théâtre de violences, est aujourd'hui un exemple qu'il est possible de tendre la main et d'obtenir en retour non pas la guerre, mais la paix.

Grâce à la paix retrouvée, nous préparons aujourd'hui, en toute sérénité, les élections générales de décembre 2025 que nous voulons démocratiques, inclusives et transparentes, pour consolider l'ancrage démocratique du pays amorcé depuis 2016.

Nous proposons que ce modèle soit étudié et renforcé comme bonne pratique africaine dans le cadre des Nations-Unies et de l'Union Africaine.

Cette bonne pratique exige des actes politiques courageux : réformer l'ONU, réformer l'architecture financière mondiale, créer un fonds mondial de prévention, renforcer le rôle des organisations régionales, mobiliser les grandes puissances non pas pour diviser mais pour unir.

La République Centrafricaine, forte de son expérience, se tient prête à apporter son expérience à ce vaste chantier pour bâtir un ordre mondial fondé sur la justice, la dignité humaine et le respect du Droit international.

Mais la paix ne peut suffire sans le développement. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 reste notre cap commun.

Nous travaillons à réduire la pauvreté, à renforcer la sécurité alimentaire, à promouvoir l'éducation et la santé comme leviers de dignité, à engager des réformes pour une croissance inclusive, créatrice d'emplois et respectueuse de l'environnement.

La République Centrafricaine vient aujourd'hui affirmer une conviction simple : le développement durable et la coopération internationale sont les clés de la paix mondiale.

Dans un monde où les crises s'enchaînent et s'entrelacent, aucun pays ne peut relever seul les défis du siècle.

Nous avons besoin d'une solidarité active. Nous avons besoin d'une prospérité véritablement partagée. Nous avons besoin d'un sursaut d'humanité.

Pour ce sursaut d'humanité, permettez-moi, **Madame la Présidente**, de livrer trois (3) messages simples mais essentiels :

Premièrement, le développement inclusif est une arme de prévention. Là où il y a exclusion, pauvreté et injustice, la colère s'installe, les rancunes s'accumulent et les conflits éclatent.

Mais là où l'on investit dans l'éducation, la santé et l'emploi, ce sont les germes de la paix qui poussent.

Une école ouverte, ce n'est pas seulement des bancs remplis d'élèves, c'est une société qui choisit l'avenir plutôt que la violence.

Un emploi créé, ce n'est pas seulement un revenu, c'est une dignité préservée et une famille qui croit de nouveau à la paix.

Deuxièmement, la coopération internationale est vitale. Nos défis ignorent les frontières. Le climat, les pandémies, les migrations, les marchés : tout cela dépasse les capacités de chaque État isolé.

Aucun mur, aucun port fermé, aucune barrière ne protège durablement contre une tempête, un virus ou un désespoir migratoire. La seule protection, c'est l'action collective, c'est le multilatéralisme.

Troisièmement, le développement durable est aussi une dette morale envers nos enfants.

Leur laisserons-nous une planète exsangue, une dette écologique et sociale qui les condamnera avant même d'avoir commencé leur vie d'adultes ?

Ou leur transmettrons-nous un monde plus juste, plus vert, plus digne ? Ce choix ne peut plus attendre.

Madame la Présidente ;

Pour un monde plus juste, la République Centrafricaine souhaite aujourd'hui tracer des chemins d'avenir, en partageant trois pistes qui ne sont pas de simples propositions techniques, mais des choix de civilisation.

D'abord, il nous faut imaginer une initiative mondiale pour la reconstruction des États fragiles. Car un monde qui laisse certains de ses membres brisés ne peut pas prétendre à la paix universelle.

Les nations meurtries par les conflits ne doivent plus rester seules à panser leurs plaies. Elles ont besoin d'une communauté internationale qui les relève, les accompagne et leur redonne confiance.

Investir dans la reconstruction institutionnelle, c'est refuser le cycle sans fin de la guerre et du désespoir.

A cette reconstruction institutionnelle doit ensuite s'ajouter un engagement fort pour notre planète.

C'est pourquoi nous appelons à un Pacte des Nations-Unies pour la protection des écosystèmes critiques, un pacte qui relie le climat, la biodiversité et les droits humains.

Détruire une forêt, ce n'est pas seulement abattre des arbres, c'est effacer des cultures, menacer des vies et préparer les crises de demain. Protéger la nature, c'est protéger la paix.

Enfin, il est temps de rêver grand pour l'Afrique. C'est le sens de l'idée d'un Corridor vert de développement en Afrique centrale, qui allie infrastructures modernes, énergies propres et intégration régionale.

De Bangui à Kinshasa, de Douala à Libreville, ce corridor serait un trait d'union entre nos peuples et une promesse d'avenir pour toute l'humanité.

Car l'Afrique n'est pas un continent à assister, elle est un continent à révéler. Elle n'attend ni charité ni compassion, mais des partenariats justes et courageux.

L'ère de la dépendance de l'Afrique est révolue. Le rôle de l'Afrique dans le concert des Nations doit être respecté : souveraineté et non subordination ; partenariat et non exploitation.

Il est inadmissible de voir la pauvreté s'aggraver en Afrique tandis que la richesse s'accumule dans les pays du Nord.

Il est temps que les injustices causées à l'Afrique soient réparées. C'est pourquoi, la République Centrafricaine soutient l'initiative panafricaine sur les réparations ainsi que les efforts du continent tendant à établir un dialogue respectueux et équitable avec les partenaires.

Dans cette veine, mon pays soutient l'initiative pour la gouvernance mondiale lancée, le 1^{er} septembre 2025, par la Chine et qui s'inscrit dans le prolongement des initiatives mondiales pour le développement, la sécurité et la civilisation mettant l'accent sur la construction d'un système de gouvernance internationale plus juste et plus équitable.

Madame la Présidente ;

Nous sommes tous d'accord sur le principe du développement durable.

Mais deux obstacles demeurent : le financement et la répartition des responsabilités entre le Nord et le Sud.

Sur ces deux points, il est temps de parler vrai. Chacun doit prendre sa part, selon ses moyens et ses responsabilités historiques. Car la solidarité n'est pas une option morale : c'est une obligation politique.

Cette obligation politique implique que le développement durable est la condition même de notre avenir commun.

La République Centrafricaine, en dépit de ses modestes moyens, mais forte d'une volonté politique inébranlable, prend toute sa place dans ce combat collectif.

Nous savons que nous sommes vulnérables. Mais nous savons aussi que notre vulnérabilité nous donne une voix unique : celle qui rappelle au monde que la paix, la justice et la solidarité ne sont pas des promesses lointaines, mais des choix urgents, ici et maintenant.

En ce 80^{ème} anniversaire, la République Centrafricaine réaffirme son attachement indéfectible aux valeurs incarnées par l'ONU.

Mais elle souligne que ces valeurs ne peuvent être garanties sans une réforme profonde du système multilatéral, et en particulier du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, dont la composition actuelle est devenue anachronique et illégitime.

Il y a quatre-vingts ans, lorsque les Nations-Unies sont nées, l'Afrique n'était pas libre. La plupart de nos pays vivaient encore sous la tutelle coloniale. Notre voix ne comptait pas.

Aujourd'hui, l'Afrique, c'est un milliard quatre cent millions d'habitants. Dans trente ans, ce sera deux milliards cinq cents millions. Un être humain sur quatre sera africain.

L'Afrique sera le continent le plus jeune et le plus décisif du siècle.

Et pourtant, pas un seul siège permanent au Conseil de Sécurité n'appartient à l'Afrique. Pas un seul.

Comment parler de sécurité et de justice internationale quand le continent de demain est traité comme celui d'hier ?

La République Centrafricaine porte ici la voix de l'Afrique pour dire : assez !

L'Afrique doit avoir deux sièges permanents avec droit de veto, non par faveur mais par justice, non par privilège, mais par nécessité.

Nous proposons aussi la création d'une Charte mondiale pour la gouvernance numérique et l'intelligence artificielle éthique, afin que les droits humains soient protégés dans l'espace digital.

Nous appelons à la mise en place d'un indice mondial d'équité et de résilience démocratique, complémentaire au PIB, pour mesurer la dignité, la justice et l'inclusion.

Mon pays agit déjà à son échelle. Nous avons validé notre troisième rapport sur la Résolution 1325 "Femmes, Paix et Sécurité". Nous avons actualisé notre plan de suivi Beijing +30.

Nous renforçons nos mécanismes nationaux de redevabilité pour placer les femmes, les jeunes et les plus vulnérables au cœur des politiques publiques.

En ce quatre-vingtième anniversaire de l'ONU, rappelons la vision des fondateurs : remplacer la force des puissants par la force du droit, et bâtir un avenir de dignité pour tous.

Je vous remercie.